



Prospective/ Prospective/ Prospectiva

L'animation socioculturelle au Portugal : vers quel(s) devenir(s) ?

Joana Campos

École supérieure d'éducation de Lisbonne, Portugal
jcampos@eselx.ipl.pt

Cristina Cruz

École supérieure d'éducation de Lisbonne, Portugal
cristinac@eselx.ipl.pt

Laurence Vohlgemuth

École supérieure d'éducation de Lisbonne, Portugal
laurence@eselx.ipl.pt

Après un rappel du contexte sociohistorique de l'émergence de l'animation socioculturelle et de sa professionnalisation, soulignant les valeurs qui lui sont liées, c'est à partir d'aspects contemporains de la société portugaise, de l'éventail des formations et des emplois actuels que nous projetons le futur professionnel des animateurs. Les personnes âgées et les enfants seront très certainement les groupes avec lesquels ces professionnels exerceront l'essentiel de leurs activités au sein d'organisations du tiers-secteur, au détriment des domaines culturels, d'occupation de temps libres, d'interventions communautaires ou auprès de groupes vulnérables. Dans tous les cas, la responsabilité des associations professionnelles et des institutions de formation est importante afin d'éviter que l'animation socioculturelle soit engloutie par la logique de marché et la technification, afin de garantir que sa spécificité et que les valeurs qui la sous-tendent soient sauvegardées.

Mots-clés :
professionnalisation,
formations, affrontement de
valeurs, populations-cibles.

After a reminder of the socio-historical context of the emergence of sociocultural community development and its professionalization, highlighting the values that are related to it, it is from contemporary aspects of Portuguese society, the range of training and current jobs that we project the professional future of sociocultural community developers. The elderly and children will most certainly be the groups with which these professionals will exercise the bulk of their activities within third-sector organizations, to the detriment of cultural areas, leisure time occupation, community or vulnerable groups. In all cases, the responsibility of professional associations and training institutions is important to avoid that sociocultural animation is swallowed up by market logic and technification, to ensure that its specificity and the values underlying it are preserved.

Keywords:
professionalization,
training, clash of values,
target populations.

Después de recordar el contexto sociohistórico del surgimiento de la animación sociocultural y su profesionalización, destacando los valores que le están vinculados, se parte de aspectos contemporáneos de la sociedad portuguesa, de la gama de formaciones y empleos actuales que proyectamos el futuro profesional de los animadores. Los ancianos y los niños serán sin duda los grupos con los que estos profesionales ejercerán la mayor parte de sus actividades en el seno de organizaciones del tercer sector, en detrimento de las esferas culturales, de ocupación de tiempo libre, intervenciones comunitarias o en grupos vulnerables. En todos los casos, la responsabilidad de las asociaciones profesionales y de las instituciones de formación es importante para evitar que la animación sociocultural sea absorbida por la lógica del mercado y la tecnificación, para garantizar que se salvaguarden su especificidad y los valores en que se basa.

Palabras clave :
profesionalización,
formaciones, enfrentamiento
de valores, poblaciones-
objetivo.

Introduction

Tenter d'envisager le futur de l'animation socioculturelle au Portugal est une tâche difficile, surtout si nous considérons que les sociétés contemporaines imprévisibles sont des sociétés du risque (Beck, 1992). Cependant nous allons essayer de relever ce défi et pour ce faire, il nous semble incontournable, pour ne pas rester au niveau de la divination, de prendre pour base certains éléments du passé et du présent de l'histoire de ce champ.

Dans un premier temps, nous rappelons le contexte sociohistorique de l'émergence de l'animation socioculturelle et de sa professionnalisation, soulignant les valeurs qui lui sont indissociables et indiquant les publics visés et les domaines de son intervention. Puis, nous décrivons brièvement ce qui nous semble être les aspects de l'évolution de la société portugaise les plus susceptibles d'influencer le devenir de cette activité professionnelle.

Étant donné que les professionnels de demain reçoivent leur formation aujourd'hui, nous dressons un tableau de l'offre de formation en animation socioculturelle au Portugal, mais nous rendons également compte de l'éventail de nouvelles formations proches de celle-ci, soulignant les intersections qui peuvent ou non conduire à une mise en concurrence de certains professionnels et donc à une rétraction de leurs domaines d'intervention. Afin de finaliser ce rappel d'aspects à tenir compte pour dessiner une perspective du futur de l'animation socioculturelle au Portugal, nous présentons certaines données sur les postes occupés par les animateurs socioculturels et sur les stages réalisés dans le cadre de la formation à l'École supérieure d'éducation de Lisbonne¹.

C'est à partir de ces éléments que nous projetons les domaines d'intervention et les groupes avec lesquels les animateurs travailleront très probablement en 2030-2035. Nous mettons en regard ces projections avec les défis qui leur sont associés, les risques que cela peut représenter pour l'essence même de l'animation socioculturelle et nous soulignons l'importance de notre vigilance, au niveau de la formation professionnelle et du mouvement associatif professionnel, visant à garantir la continuité des valeurs intrinsèquement associées à cette profession.

Émergence de l'ASC au Portugal

Le 25 avril 1974, la révolution des œillets, en établissant un régime démocratique, a restitué au Portugal les conditions nécessaires à l'émergence de l'animation socioculturelle. Après la chute de la dictature, elle devient un moyen de mobilisation populaire. Comme nous le rappelle Marcelino de Sousa Lopes (2008), les personnes avides de liberté, d'expression et d'association se réunissaient dans des initiatives de natures différentes pour revendiquer et affirmer leurs droits fondamentaux. Les espaces publics étaient investis par des mouvements participatifs ayant souvent recours aux expressions artistiques, poésie, théâtre, peinture, chant pour protester ou pour affirmer le droit à la liberté. Cet auteur considère six phases dans l'histoire de l'animation au Portugal : révolutionnaire (1974-1976), constitutionnelle (1977-1980), patrimoniale (1981-1985), municipale (1986-1990), multiculturelle/interculturelle (1991-1995) et de mondialisation (1996-). Au risque d'être réducteurs, nous allons nous focaliser sur les années initiales qui nous serviront à illustrer l'importance des valeurs sous-jacentes à l'intervention en animation socioculturelle.

1. L'École supérieure d'éducation de Lisbonne (ESELx) est une institution publique du système supérieur polytechnique qui forme des animateurs socioculturels au niveau de la licence depuis 2006.

Lors de la première phase, les initiatives les plus fréquentes sont les campagnes de dynamisation culturelle, le mot d'ordre étant le développement et l'affirmation de la culture populaire et les campagnes d'alphabétisation. Dans les cadres normatifs, les textes légaux et autres, l'animation socioculturelle est intrinsèquement liée à ces mouvements. À titre d'exemple, nous pouvons mentionner la création du Conseil de Ministres en 1974, alors que la Commission interministérielle d'animation socioculturelle (CIAS) et les premiers cours de formation en ASC voient le jour en 1975.

Reprenant les présupposés mentionnés dans le texte officiel de création de la CIAS, nous constatons que la démocratie, la citoyenneté et la liberté, éléments fondamentaux de la profession (Trilla, 2004 ; Lopes, 2006, 2012 ; Caride, 2007 ; Ferreira, 2011 ; Fonte, 2012) sont bien présents et que la participation constitue un aspect essentiel :

Considérant que l'animation socioculturelle constitue aujourd'hui un des instruments fondamentaux de toutes les politiques qui, par la voie démocratique, se proposent d'assumer le dynamisme des couches populaires dans le processus de construction d'une nouvelle société [...] Reconnaissant la nécessité de stimuler la participation des populations locales dans le processus de leur propre développement et dans la dynamique globale de la vie socioculturelle ... (Diário do Governo, 1974. 7 de Outubro- I série, n° 233. Lopes 2008, notre traduction).

Les initiatives mentionnées s'adressaient à la population en général, mais étaient dirigées vers les jeunes et les adultes, dans des communautés rurales, de travailleurs ou d'habitants.

Une autre classe d'âge visée était les enfants et les pré-adolescents, surtout en contexte de colonies de vacances, le Fond d'Appui aux Organismes Juvéniles (FAOJ) s'étant mobilisé pour organiser la formation de jeunes à l'animation socioéducative.

Transformations sociales depuis le 25 avril

Loin de nous l'idée de présenter une évolution détaillée de la société portugaise depuis le 25 avril 1974, ni même de broser son portrait contemporain de manière exhaustive et rigoureuse. Pour les lecteurs curieux de mieux connaître cette réalité, nous ne pouvons que conseiller le documentaire, en sept épisodes, *Portugal, Um Retrato Social*, conçu par António Barreto (2007). Il s'agit ici de présenter quelques données pour démontrer que l'animation socioculturelle telle qu'elle a émergé au moment de la révolution ne peut plus être de mise aujourd'hui et encore moins dans le futur.

L'un des épisodes de cette série documentaire intitulé *Changer de vie – la fin de la société rurale* (notre traduction) (Barreto, 2007) montre comment, très rapidement, la société s'est urbanisée avec la migration des Portugais des villages et campagnes vers les grandes villes, l'abandon des territoires intérieurs et de l'activité agricole. Le secteur tertiaire a produit en 2023 77 % de la richesse au Portugal alors qu'il n'en produisait que 49 % en 1974 ; à l'opposé, le poids du secteur primaire dans l'économie portugaise est passé de 11 % en 1974 à 2 % en 2023 (PORDATA, 2024). Les villes ont grandi et les territoires intérieurs se sont désertifiés.

Un autre aspect concernant cette énorme transformation depuis l'instauration de la démocratie est le niveau de scolarité de la population. Nous pouvons présenter l'évolution de certains indicateurs retirés des recensements de la population à partir de 1981. Avant le 25 avril 1974, un quart de la population ne savait ni lire ni écrire (Cf. Tableau 1), alors qu'aujourd'hui ce taux est de 3 %, plus de 50 % de la population poursuivant leurs études jusqu'à l'enseignement supérieur (Cf. Tableau 2), dont plus de 2000 étudiants ayant obtenu un doctorat (PORDATA).

Années	1970	1981	1991	2001	2011	2021
% de la population	25,7	18,6	11,0	9,0	5,2	3,1

Source : PORDATA

Tableau 1: Taux d'analphabétisme au Portugal

Années	Éducation préscolaire	Niveau de scolarité					
		Enseignement de base			Enseignement secondaire	Enseignement supérieur	
Total	1er Cycle	2° Cycle	3° Cycle				
1973	4,1	92,2	136,6	72,9	46,8	8,4	x
1981	19,7	102,3	137,9	94,3	59,8	33,7	10,9
1991	50,7	113,2	126,7	120,4	94,2	67,7	22,6
2001	73,2	119,6	120,2	120,7	118,1	104,1	48,8
2011	90,0	121,9	109,0	120,4	139,5	131,9	55,0
2021	96,2	108,4	105,4	106,1	113,5	124,3	53,9

Source : PORDATA

Tableau 2: Niveau de scolarité

Pourcentage d'élèves inscrits par rapport à la population en âge normal de fréquenter ces cycles

Comme dans la plupart des pays européens, nous observons au Portugal un vieillissement de la population. Les personnes de plus de 65 ans sont de plus en plus nombreuses (10 % de la population totale en 1974 contre 27 % en 2022) et de plus en plus âgées. Entre 1974 et 2022, l'espérance de vie est passée de 78 à 85 ans (PORDATA, 2024). Bien que la santé après 65 ans se soit également améliorée, il existe de nombreux équipements destinés à ce segment de la population. Selon les données disponibles sur le site de la Carta Social, en 2024, sont en fonctionnement 2585 structures résidentielles pour les personnes âgées (ERPI) et 2024 centres de jour. En 2022, la capacité d'accueil de ces établissements était de 104 319 personnes en ERPI et 62 823 en centres de jour.

Depuis 2012, une décision du ministère de la Solidarité et de la Sécurité Sociale oblige à ce que toute ERPI dispose « d'au moins un animateur socioculturel, d'un éducateur social ou d'un technicien en gériatrie, à temps partiel pour 40 résidents ». L'autorisation de fonctionnement et le financement dépendent entre autres de la conformité de l'équipe professionnelle à cette exigence. Pour les centres de jour, dans le guide de fonctionnement, le cadre type du personnel inclut un technicien d'animation pour 30 personnes âgées (Bonfim & Saraiva, 1996).

Les étrangers résidant au Portugal composent un autre groupe qui a fortement augmenté depuis 1974 : 32 057 en 1974 contre 781 247 en 2022. Sous la dictature, le Portugal était un pays d'émigration, il est devenu aujourd'hui un pays d'immigration recevant des personnes venant, par ordre décroissant, des Amériques (surtout du Brésil), d'Europe, d'Afrique et d'Asie, qui représentaient 8 % de la population en 2022 (PORDATA, 2024). Par conséquent, la diversité culturelle s'est accrue dans les grandes villes mais pas seulement, puisque la solution pour le manque de main-d'œuvre dans l'agriculture semble passer par l'accueil de travailleurs originaires d'autres pays.

Hausse du temps d'éducation formelle

Comme nous l'avons présenté dans un autre texte (Vohlgemuth et al., 2018), le temps périscolaire doit comprendre des activités offertes par les écoles. Depuis 2001, les écoles sont tenues d'offrir aux élèves, des activités dites d'enrichissement curriculaire (AEC) facultatives de nature ludique et culturelle. En outre, depuis 2006, les écoles maternelles doivent proposer des activités d'animation et d'aide aux familles (AAAF) et les écoles primaires doivent rester ouvertes au moins 8 heures par jour. Les partenariats entre les écoles et les autres intervenants du territoire sont valorisés, bien que certains enseignants de collège complètent leur emploi du temps avec des heures d'AEC dans les écoles primaires où les activités doivent être supervisées par les équipes pédagogiques. Cette école à temps complet qui a pu être présentée comme une manière de démocratiser l'accès aux activités périscolaires, permettant d'introduire la dimension non-formelle de l'éducation au sein de l'école, peut en fait être considérée comme un accroissement du temps d'éducation formelle et une scolarisation des activités périscolaires (Pires, 2013).

En 1971, après des mouvements de travailleurs, le gouvernement de Marcelo Caetano par le *Loi-Décret* 409/71 fixe la semaine de travail, pour la majorité des cas, à 48 heures, soit 8 heures par jour, 6 jours par semaine, sauf pour les employés domestiques, les travailleurs à bord et des transports de marchandises qui pouvaient travailler plus longtemps tandis que les congés payés n'existaient pas. Ce n'est qu'en 2000, après de dures luttes, que la loi des 40 heures hebdomadaires et des deux jours de repos par semaine fut effectivement appliquée dans tous les secteurs (Freitas, 2021). Aujourd'hui, dans la fonction publique, les employés sont tenus à 35 heures par semaine, soit 7 par jour et, depuis 2022, certaines entreprises portugaises sont engagées dans le projet-pilote de la semaine des 4 jours de travail. Selon l'article 238 du Code du travail portugais, tous les travailleurs ont droit à au moins 22 jours de vacances, mais certaines conventions de travail vont jusqu'à 25 jours par an. Donc depuis la Révolution des œillets, les temps de loisirs ont pris une place de plus en plus importante dans la vie des Portugais.

Comme partout dans le monde, le recours à Internet et aux réseaux sociaux a pris une ampleur considérable au Portugal. Selon Eurostat, le taux de couverture Internet à haut débit est passé de 45 % des ménages en 2014 à 96 % en 2023. Toujours selon la même source, l'utilisation d'Internet pour accéder aux différents réseaux sociaux était de 49 % des utilisateurs en 2015 et de 68 % en 2023 avec une plus grande présence des jeunes (94 %) et 30 % des plus de 65 ans. La participation civile et/ou politique à travers Internet est passé de 16 % en 2015 à 20 % en 2023 toujours avec une prépondérance des jeunes, mais beaucoup moins accentuée (27 % des jeunes et 11 % des plus de 65 ans).

Les formations en animation

Tel que mentionné plus tôt, juste après la révolution, l'État règlemente la formation en animation. Au début, il s'agit de formations de courte ou moyenne durée qui comptent les Centres d'entraînements aux méthodes d'éducation active (CEMÉA) comme partenaires et qui visent surtout la formation d'animateurs jeunesse volontaires. En 1988, voit le jour un plan de formation divisé en cycles d'une durée de 3 ans pour les animateurs professionnels. En 1989, ces cours de niveau secondaire sont mis en place dans les établissements d'enseignement professionnel. Le premier cours supérieur d'animation culturelle, d'une durée de trois ans, est créé en 1986, par une institution d'enseignement privé, la *Cooperativa de Ensino Superior Artístico*.

Dans les années 1990, les cours supérieurs en animation prolifèrent aussi bien dans le système universitaire que polytechnique, dans le public que dans le privé, sous des dénominations diverses : animateurs socioculturels, animation socioéducative, animation éducative et socioculturelle, animation socioculturelle ou animation culturelle et éducation communautaire. Au niveau de l'enseignement secondaire et professionnel, le panorama est identique (Campos et al., 2016 ; Lopes, 2008 ; Silva, 2013).

Dans un souci de reconnaissance professionnelle et en partie du fait de l'intervention de l'Association portugaise pour le développement de l'animation socioculturelle (APDASC), presque la totalité des institutions d'enseignement supérieur ont adopté un titre unique pour la licence : animation socioculturelle (5 formations offertes en 2024, une dans le système universitaire public, trois dans le système polytechnique public et une dans le système universitaire privé), subsiste encore une licence en animation socioéducative, dans un système polytechnique public.

Malgré la convergence de la dénomination, les profils de sortie, les objectifs à atteindre et les contenus enseignés diffèrent selon les institutions. Si nous consultons les pages Web des diverses institutions de formation, nous notons ces différences. Tout d'abord, les licences ne sont pas toutes dans le même domaine d'éducation et formation de la classification nationale (CNAEF), quatre d'entre elles sont classées dans le domaine du travail social et de l'orientation, la cinquième en sciences sociales et humanités, avec un domaine secondaire d'arts et expressions.

Dans toutes les formations proposées en 2024, le domaine scientifique auquel sont rattachées ces disciplines est majoritairement celui des sciences sociales, comprenant les sciences de l'éducation. Les arts sont toujours présents, mais parfois sous la forme d'éducation artistique, à laquelle s'ajoutent les langues ou la communication. Certains champs disciplinaires sont distinctifs : l'économie, la gestion et l'administration pour l'une des licences, le tourisme et les loisirs pour une autre et les mathématiques et les sciences physico-naturelles pour deux d'entre elles. Le poids relatif de la composante de stage est également très variable : sur un total de 180 crédits ECTS, il varie de 35 à 74 crédits.

Si nous regardons les objectifs d'enseignement, nous trouvons de grandes similitudes : il s'agit de fournir aux étudiants des outils sociologiques, psychologiques et anthropologiques pour analyser les contextes variés et comprendre les destinataires des interventions aux différents stades de la vie, de les doter de techniques d'animation ayant recours aux expressions artistiques ou aux pratiques sportives, de les familiariser avec la méthodologie de projet et de les faire réfléchir aux finalités et à l'éthique de l'animation socioculturelle.

Cependant, des disciplines n'existent que dans certaines formations et nous semblent indiquer une orientation spécifique. Le terme *marketing*, basé sur une logique de marché qui implique une relation entre un vendeur et des consommateurs, est présent dans l'intitulé de disciplines de formations offertes par deux institutions publiques. L'animation touristique ou le tourisme font partie des parcours dans le plan de formation de quatre des licences en animation socioculturelle. L'animation et l'organisation d'événements sont des thèmes insérés dans le plan de formation de trois licences, la cyberanimation, qui se veut héritière de l'éducation populaire et de l'animation socioculturelle dans le contexte d'une société digitale (Viché, 2014).

La licence en animation socio-éducative offre deux filières : éducation d'adultes et développement local d'une part, éducation et loisirs de l'autre et s'inscrit dans le domaine de la CNAEF en sciences de l'éducation, puis de sciences sociales et du comportement et finalement

dans celui de travail social et orientation. Elle reprend les similitudes observées dans les licences en animation socioculturelle, ne mentionnant absolument pas le *marketing*, ni la cyberanimation, ni l'organisation d'événements. Parmi les noms de disciplines, nous ne trouvons pas le terme de tourisme, mais ceux de loisirs, temps libres et colonies de vacances. Le stage se situe en troisième année et correspond à 30 crédits, mais est précédé de deux unités d'enseignement d'un total de 6 crédits qui consistent en une initiation à la pratique professionnelle en animation socioéducative.

Si nous analysons les débouchés professionnels des formations proposées tels qu'ils sont présentés par les institutions formatrices sur leur page Web, nous retrouvons les tendances perçues à travers les domaines scientifiques et les disciplines. La majorité des responsables des licences – qu'elles soient en animation socioculturelle ou socio-éducative – déclarent préparer des professionnels pour intervenir dans les domaines social, culturel et éducatif, auprès de personnes de classes d'âges diverses, souvent appartenant à des groupes vulnérables. Certains soulignent le « niveau de qualification élevé » ou la catégorie de « technicien supérieur ». De façon cohérente, la licence qui comprend tant des cours d'économie que de gestion enseigne le *marketing* et prépare « des hommes d'affaires pour les industries culturelles et créatives » ou pour « la promotion touristique ». L'une des licences qui enseigne l'animation touristique prépare des professionnels pour travailler dans des « entreprises touristiques ». Sur les six licences existantes, trois présentent les débouchés professionnels en utilisant du vocabulaire appartenant à la logique de marché : « hommes d'affaires », « secteurs du marché », « entreprises ».

En ce qui concerne la formation professionnelle, il existe un référentiel élaboré par l'Agence nationale pour la qualification et l'enseignement professionnel (ANQEP) en 2008 et revu en 2020, qui doit être respecté par toutes les écoles qui proposent ce cours. La formation, de niveau 4, est classifiée dans le domaine de travail social et orientation (CNAEF) et peut être obtenue par différents parcours par des jeunes ou des adultes. Le Catalogue national de qualifications présente l'animateur socioculturel comme le professionnel qui doit « Promouvoir le développement socioculturel des groupes et des communautés en organisant, coordonnant et développant des activités d'animation (à caractère culturel, éducatif, social, ludique et récréatif) ». Ce professionnel doit faire des diagnostics en contexte, élaborer en équipe des projets d'intervention, mettre en place des activités d'animation ayant recours aux divers langages artistiques, aux activités sportives ou autres et élaborer des rapports, toujours en visant l'amélioration du bien-être des personnes et leur intégration dans le groupe et la société. (*Catálogo nacional das qualificações*, s.d.)

Les formations « proches » de l'animation

La proximité de certaines formations avec l'animation est discutable, comme nous l'avons vu dans la section antérieure, les formations en animation n'étant pas toutes identiques, les zones frontalières et d'intersection avec d'autres cheminements sont donc bien évidemment assez mouvantes.

Dans le Catalogue national de qualifications (CNQ), nous retrouvons d'abord celles qui sont classées dans le même domaine (travail social et orientation) et au même niveau de qualification (4). Il s'agit de techniciens en « appui à la famille et à la communauté », en « gérontologie », en « appui psychosocial » et en « médiation interculturelle », créés respectivement en 2013, 2015, 2019 et 2022. Les deux premiers doivent « fournir des soins » et les suivants « collaborer à l'intégration » de personnes en situation de risque ou issues de minorités ethnoculturelles. L'intervention en animation socioculturelle peut inclure ces dimensions, mais non de façon exclusive. Nous avons également observé les formations du domaine « d'appui aux enfants et aux

jeunes » puisque ces professionnels ne sont pas des enseignants, mais travaillent avec ces classes d'âges. Les « techniciens d'action éducative (formation créée en 2008) prennent soin, appuient, surveillent et accompagnent des enfants » et les « techniciens de jeunesse » (formation créée en 2015) doivent « intervenir dans la conception, l'organisation, le développement et l'évaluation de projets, programmes et activités avec et pour les jeunes, en utilisant des méthodologies du domaine de l'éducation non formelle, en facilitant et en promouvant la citoyenneté, la participation, l'autonomie, l'inclusion et le développement personnel, social et culturel ». (CNQ, s.d.). Nous avons aussi recherché les formations qui contiennent le mot animation en éliminant celle qui correspond aux arts visuels. Il en existe deux, dans le domaine du Tourisme et loisirs, de niveau 5 : « Technicien spécialiste d'animation en tourisme de santé et de bien-être » (formation créée en 2008) qui doit « concevoir, coordonner, développer et promouvoir des projets d'animation touristique dans les structures de tourisme de santé et de bien-être » et « Technicien en information et animation touristique » (créée en 2008), qui doit « réaliser la planification, l'organisation, la commercialisation et la promotion des activités d'animation touristique afin de garantir un service de qualité et la satisfaction du client ». Dans le contenu fonctionnel, nous trouvons des termes tels que « segment de marché » et « concurrence » (CNQ, s.d.).

Dans l'enseignement supérieur, nous avons limité notre observation au niveau des cours techniques supérieurs professionnels (TeSP) (il en existe 1027 en 2024) et de la licence (1585 formations offertes) à partir du site de la Direction générale de l'Enseignement supérieur (DGES). Les établissements d'enseignement supérieur ayant toute autonomie pour proposer des formations, des intitulés différents peuvent correspondre aux mêmes débouchés professionnels, alors que des intitulés identiques peuvent correspondre à des formations sensiblement différentes comme nous l'avons vu pour le cas des licences en animation socioculturelle.

Les licences qui contiennent dans leur intitulé le mot *animation* sont les six analysées dans la section antérieure, trois en arts visuels, une en arts du spectacle et deux en tourisme et loisirs. Assorties du qualificatif « culturel », nous trouvons la « gestion culturelle », des formations autour du « patrimoine culturel », de la « programmation culturelle » et une licence en « médiation artistique et culturelle », pour un total de sept formations. Dans le domaine du travail social et orientation, nous trouvons des licences en « éducation sociale », « éducation sociale et gérontologie », « gérontologie sociale » et « service social » (DGES, s.d.).

Pour ce qui est des TeSP, nous trouvons sept formations en « animation socioculturelle appliquée à la gérontologie », six en « intervention sociale et communautaire », une en « intervention socioculturelle et sportive », une en « relations interculturelles et intervention sociale », deux en « service social et développement communautaire », une en intervention sociocommunautaire et vieillissement » et une en « animation socioculturelle appliquée à l'écotourisme », tandis que l'on recense dans le domaine du travail social et d'orientation une « animation scientifique », une en « promotion d'activités éducatives, sociales et culturelles » dans le domaine de l'appui aux enfants et aux jeunes ainsi que huit formations contenant le mot « animation » dans le domaine du tourisme et des loisirs ». (DGES, s.d.).

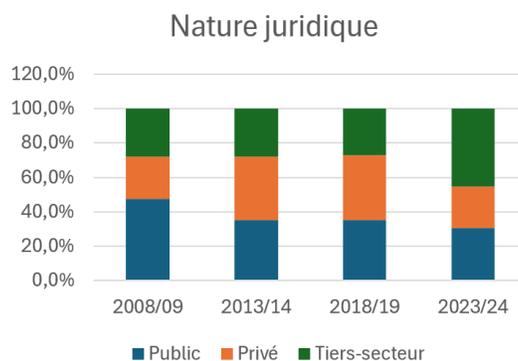
Que font les animateurs et animatrices ?

Il est malheureusement difficile de répondre avec rigueur à cette question, car il n'existe pas de données officielles à l'échelle nationale sur les postes occupés par les animateurs. Nous allons tenter une approche de cette réalité à partir de l'évolution des contextes d'intervention des stagiaires et

des diplômés de l'*Escola Superior de Educação de Lisboa* (ESELx). Pour ce qui est des contextes de stages, il existe un registre de tous les stages réalisés depuis l'année scolaire 2012-2013 et une analyse des données entre 2007-2008 et 2013-2014 qui a donné lieu à des publications (Campos et al., 2015 ; 2016).

Dans un premier temps, nous allons observer la nature juridique des organisations ou institutions qui reçoivent les stagiaires. Il nous importe de savoir si les animateurs travaillent au service d'organisations publiques, que ce soit au niveau du pouvoir local (mairies par exemple) ou central (écoles publiques par exemple), d'organisations privées ou du tiers-secteur, que nous définissons ici de manière très large « comme ce vaste ensemble d'organisations qui ne relèvent ni du secteur privé lucratif, ni du secteur public » (Lallement & Laville, 2000, par. 2).

Comme nous pouvons le constater sur la Figure 1, le nombre d'organisations publiques et privées est en baisse au profit de celles du tiers-secteur. Compte tenu que ce secteur développe surtout son activité dans les domaines de services sociaux, éducation, culture et santé, il n'est pas surprenant qu'il soit adapté à des stages en animation socioculturelle.



Note : Le graphique est une adaptation de Campos e al. (2015), actualisée par les auteures.

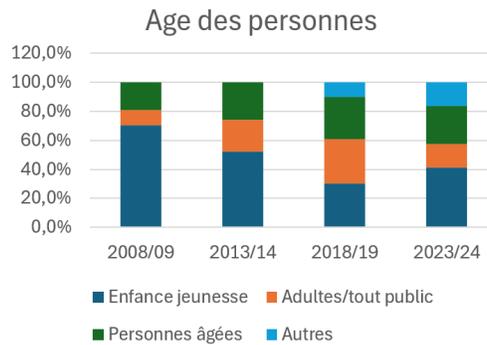
Figure 1: Variation du nombre d'organisations d'accueil de stage en fonction de leur nature juridique

Pour catégoriser les contextes d'intervention des stagiaires, nous reprenons les catégories de l'animation socioculturelle à partir des différents axes de distinction mentionnés par Lopes (2008), tout d'abord en fonction de l'âge puis des domaines : social, culturel et éducatif.

Toutes les données que nous possédons n'étaient pas distribuées dans les mêmes catégories. Les plus récentes font état d'un travail intergénérationnel qui croise les enfants et les personnes âgées ou des jeunes et des adultes. Nous avons donc regroupé ces différents croisements générationnels dans la catégorie autres.

Alors qu'en 2008-2009, une majorité des stages (71 %) étaient effectuée auprès d'enfants et de jeunes, en 2023-2024, il n'y en avait que 41 % avec ce groupe d'âge (cf. Figure 2). En 2013-2014, le nombre de personnes âgées avec lesquelles travaillaient les stagiaires a connu une augmentation passant de 19 % en 2008-2009 à 26 %. Rappelons que c'est en 2012 que l'obligation d'avoir un technicien dans l'équipe de personnel des ERPI a été instaurée. En 2024, Isabel Filipe

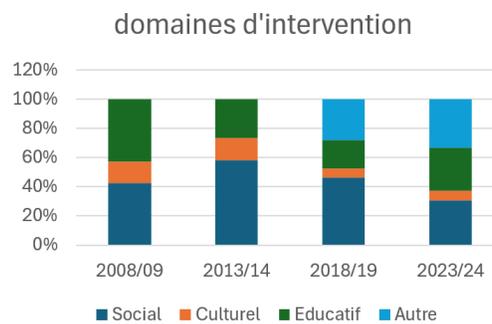
(2024) retient de son étude comme donnée significative que 41 % des animateurs socioculturels répondants travaillent avec les personnes âgées, pourcentage bien supérieur aux 14 % des diplômés qui ont répondu, en 2015, travailler avec ce même public (Campos et al., 2016).



Note : Le graphique est une adaptation de Campos e al. (2015), actualisée par les auteures.

Figure 2 : Variation du nombre d'organisations d'accueil de stage en fonction de l'âge des personnes.

Tout comme pour les classes d'âge, nous avons incorporé une catégorie « autres » à partir de 2018-2019 pour rendre compte des interventions croisant plusieurs domaines qui représentent 33 % du total des stages en 2023-2024. Le domaine le moins présent, avec une tendance à la baisse, est le culturel (7 % en 2023-2024) (Cf. Figure 3). Ces résultats coïncident avec ceux présentés par Isabel Filipe (2024) qui annonce 2 % des animateurs interrogés travaillant en animation de bibliothèque et 5 % en espaces culturels. Dans cette même étude, 2 % des personnes interrogées répondent travailler dans l'animation touristique, catégorie qui n'est pas considérée pour les stages de l'ESELx.



Note : Le graphique est une adaptation de Campos e all., 2015, actualisée par les auteures.

Figure 3 : Variation du nombre d'organisations d'accueil de stage en fonction du domaine d'intervention

En guise de conclusion : vers quel(s) devenir(s) ?

Bien que les définitions de l'animation socioculturelle soient multiples, nous retrouvons dans chacune d'elles les piliers de son essence, les valeurs fondamentales sur lesquelles elle repose (liberté, égalité, démocratie), les techniques qu'elle utilise (méthodes actives, non-directives,

stimulant la communication au sein du groupe et la participation) et sa finalité la plus importante : l'émancipation collective (Besnard, 1980).

Au moment de son émergence au Portugal, soit la période révolutionnaire, les mouvements d'émancipation et de libération par la culture à travers des interventions en animation socioculturelle avaient tout leur sens et la mobilisation de volontaires était forte. Aujourd'hui, les animateurs socioculturels sont des professionnels qui revendiquent un statut à travers une association qui propose cette définition :

L'animation socioculturelle est un ensemble de pratiques développées à partir de la connaissance d'une certaine réalité, qui vise à encourager les personnes à la participation et à l'engagement en tant qu'agents de leur propre développement et de celui des communautés dans lesquelles elles interagissent. L'animation socioculturelle est un instrument décisif pour le développement interdisciplinaire intégrée d'individus et de groupes (APDASC, 2019 ; notre traduction)

L'idée de participation, d'engagement au sein du groupe et de développement est toujours présente mais dans une posture moins militante : développement est un terme moins fort qu'émancipation. Une dimension est introduite dans cette définition plus récente qui est la « connaissance d'une certaine réalité ». Avec la professionnalisation des animateurs naît également leur formation qui comprend plusieurs niveaux de connaissance (Trilla, 2004) et qui pourra, certes, fournir des instruments et techniques d'analyse des contextes socioculturels, politiques ou psychologiques. Cependant, avec la rationalisation de la formation (Besse-Patin, 2014), nous courons le risque de préparer des animateurs-techniciens (Gillet, 1996, Dansac et Vachée, 2019) qui mobiliseront la méthodologie de projet pour préparer des activités normalisées et normalisatrices, sans signification pour les personnes avec lesquelles elles sont réalisées (Besse-Patin, 2014).

Au début des années 2020, sur le terrain, les animateurs, travaillent en majorité avec des personnes âgées et compte-tenu de l'évolution démographique ainsi que du cadre légal en vigueur, tout porte à croire qu'en 2030-2035, ils seront encore plus nombreux, peut-être plus spécialisés, détenteurs d'une formation en « animation socioculturelle appliquée à la gérontologie ». La question que nous pouvons nous poser est si la spécialisation laissera une place importante à la participation et à l'émancipation ou si elle apportera un éventail d'activités normalisées-normalisatrices adaptées à cette tranche d'âge. Leur employeur sera certainement une organisation du tiers-secteur qui devra se débattre pour remporter les financements des appels à projet ou une ERPI privée.

Nous pouvons également prévoir, sans grand risque d'erreur, qu'en 2030/35, beaucoup de professionnels d'animation seront chargés de l'occupation des temps libres, extra ou périscolaire, des enfants et nous poser les mêmes questions qu'avec les personnes âgées.

Si nous reprenons les directions que semblent indiquer les formations proposées, nous trouvons également des possibilités de débouchés dans l'animation touristique. Dans ce cas, les animateurs seraient en concurrence avec des professionnels du tourisme. Quel serait l'aspect distinctif entre ces catégories professionnelles ?

La part de l'intervention culturelle des animateurs semble se réduire, peut-être parce qu'il existe d'autres professionnels, venant de formations de plus en plus nombreuses, qui prennent en charge la dimension récréative de leur travail.

L'animation communautaire et l'intervention sociale auprès de groupes vulnérables, terrains privilégiés pour l'animation socioculturelle, ne semblent pas être riches en offres d'emplois. D'une part, ces activités sont rarement lucratives, souvent dynamisées par des organisations financièrement dépendantes d'appels à projet, donc précaires, et d'autre part, il n'est pas nécessaire d'être formé en animation socioculturelle pour occuper ces postes.

Comme nous le reconnaissons il y a déjà une décennie, le contexte socioéconomique et politique, marqué par le néolibéralisme globalisé, n'est pas favorable aux interventions sociales qui visent la participation ou l'émancipation individuelles et des groupes (Vohlgemuth et al. 2013). Bien au contraire, la compétitivité entre les individus et entre les organisations est stimulée et devient normalisatrice car elle est récompensée quand elle aboutit aux résultats attendus par les supérieurs ou les financeurs. C'est pourquoi la responsabilité de veiller à ce que l'animation socioculturelle s'affirme dans sa spécificité et que les valeurs qui la sous-tendent soient sauvegardées repose en grande part sur les associations professionnelles et sur les institutions de formation.

Références

- APDASC (2019). *Estatuto da carreira profissional de animador/a sociocultural* <https://apdasc.com/wp-content/uploads/2020/11/Novo-Estatuto-Profissional-Carreira-Animador-Sociocultural1.pdf>
- Barreto, A. (2007). *Portugal, Um Retrato Social*. RTP, Portugal, Um Retrato Social - Documentários - RTP
- Beck, U. (1992). *Risk Society: Towards a New Modernity*. Sage.
- Besnard, P. (1980). *L'animation socioculturelle*. Presses universitaires de France.
- Besse-Patin, B. (2014). Du jeu dans la professionnalisation de l'animation. *Animation, territoires et pratiques socioculturelles*, 6, 93-104.
- Bonfim, C. & Saraiva, M. (1996). *Guião Técnico do Centro de Dia* - Elaborado pela Direção-Geral de Ação Social, aprovado por Despacho do SEIS, de 29 de novembro. Direção-Geral da Ação Social, Núcleo de Documentação Técnica e Divulgação.
- Campos, J., Martins, C., Dias, A., Vohlgemuth, L. (2015). O Processo Formativo de Animadores Socioculturais na ESE de Lisboa e Transição para o Mercado de Trabalho. In Maria Manuel Serrano, M., Urze, P. e Assunção, F. (coords), *First International Meeting of Industrial Sociology, Sociology of Organizations and Work, Work, Social Change and Economic Dynamics: Challenges for Contemporary Societies*, na Escola Superior de Educação de Lisboa de 27 a 28 de novembro de 2014 em <http://www.apsiot.pt/images/publicacoessiot/ft1eisiot.pdf>
- Campos, J., Martins, C., Dias, A. & Vohlgemuth, L. (2016). Animadores socioculturais: formação e inserção profissional dos diplomados da ESELx- IPL. *Organizações e trabalho*, nº 43-44, 51-66.
- Caride Gomez, J. (2007). Por uma animação democrática numa democracia animada: sobre os velhos e os novos desafios da animação sociocultural como prática participativa, Peres, Américo Nunes & Lopes, Marcelino Sousa (coords.) *Animação Sociocultural. Novos Desafios*. (pp 63-75). APAP- Associação Portuguesa de Animação e Pedagogia.
- Carta Social* (s.d.). Consulté le 20 septembre 2024 <https://www.cartasocial.pt/>
- Catálogo Nacional das Qualificações* (s.d.). Consulté le 25 septembre 2024 <https://catalogo.anqep.gov.pt/qualificacoesDetalhe/7323>
- Dansac, C. et Vachée, C. (2019). Qu'est-ce qui fait vibrer les professionnels de l'intervention sociale ? dans F. Hille et V. Bordes (dir.), *Professionnalisation des acteurs de l'intervention sociale. Recherches, innovation, institution*. Éditions CÉpaduès, p.49-55.
- Direção-geral do Ensino Superior* (s.d.). Consulté le 25 septembre 2024 <https://www.dges.gov.pt/>
- Ferreira, F.I. (2011). Animação Sociocultural, Associativa e Educação. In Pereira, J. D. & Lopes, M. S. (coords.), *As Fronteiras da Animação Sociocultural*. Intervenção-Associação para a Promoção e Divulgação Cultural, p.123-145.
- Filipe, I. (2024). Animação Sociocultural: contributos para o seu posicionamento em Portugal; *Quaderns Animació i educació social*, nº 39; Janeiro de 2024; <http://quadernsanimacio.net>
- Filipe, I. (2024). Animação Sociocultural: contributos para o seu posicionamento em Portugal ; En: <http://quadernsanimacio.net> nº 39; Enero de 2024;
- Fonte, R. (2012). O animador sociocultural: agente de democracia participativa, in Cebolo, Cátia; Lima, José Dantas & Lopes, Marcelino Sousa (cords.) *Animação Sociocultural. Intervenção e Educação Comunitária: Democracia, Cidadania e Participação*, Intervenção-Associação para a Promoção e Divulgação Cultural, p. 107-116.

- Freitas, M. (2021). A luta para efectivação das 40 horas, no respeito pelos direitos in L. Carvalho, M. Santos, M. Freitas & V. Ranita (Eds) *O Tempo de Trabalho – 1919-2019 Um centenário incómodo: ainda as 8 horas? Debate sobre o tempo de trabalho hoje.* (p.23-28) Centro de Estudos Africanos da Universidade do Porto / União de Sindicatos do Porto/Confederação Geral dos Trabalhadores Portugueses – Intersindical Nacional. <https://ler.letras.up.pt/uploads/ficheiros/18885.pdf>
- Gillet, J.-C. (1996). Praxéologie de l'animation professionnelle. *Recherche et formation*, n° 23, 119-134.
- Greffier, L. et Brisset, E. (2018). *Quand les jeunes voyagent. Sac Ados, une accession à l'autonomie.* Carrières Sociales Éditions.
- Guerra, P. & Santos, M. (2014). Narrativas das relações entre o Estado e as organizações do terceiro sector... *Sociologia, Revista da Faculdade de Letras da Universidade do Porto*, Vol. XXVIII, 2014, p.145-166.
- Lallement, M. et Laville J.-L. (2000). Qu'est-ce que le tiers-secteur ? *Sociologie du travail* [En ligne], Vol. 42 - n° 4 | Octobre-Décembre, mis en ligne le 01 février 2001, consulté le 26 septembre 2024. <https://journals.openedition.org/sdt/37065#quotation>
- Lopes, M.S. (2008). *Animação sociocultural em Portugal.* Intervenção-Associação para a promoção e divulgação cultural.
- Lopes, M.S. (2012). A animação sociocultural: democracia, cidadania, participação e o dédalo do real com o virtual, In Cebolo, C.; Lima, J.D. & Lopes, M.S. (cords.) *Animação Sociocultural. Intervenção e Educação Comunitária: Democracia, Cidadania e Participação.* (p.79-90) Intervenção-Associação para a promoção e divulgação cultural.
- Ministério da Solidariedade e da Segurança Social (2012). Portaria n.º 67/2012. Diário da República n.º 58/2012, Série I de 2012-03-21, páginas 1324 – 1329 acedido <https://diariodarepublica.pt/dr/detalhe/portaria/67-2012-553657>
- Pires, C. (2013). « A retórica do “não-formal” e a expansão da “forma escolar” na política de escola a tempo inteiro». In *O não-formal e o informal em educação: Centralidades e periferias.* Atas do I colóquio internacionall de ciências sociais da educação / III encontro de sociologia da educação, Braga, CIEd, Instituto de Educação, Universidade do Minho, p.1802-1808.
- PORDATA (2024). *Cinco décadas de democracia : o que mudou ?* acedido <https://www.pordata.pt/pt/resumos/digest/cinco-decadas-de-democracia>
- Silva, A. (2013). La formation des animateurs et animatrices au Portugal, *Revue Internationale Animation, territoires et pratiques socioculturelles*, n.º 4, p.13-22, <https://edition.uqam.ca/atps/article/view/227/75>
- Trilla, J. (2004). Conceito, exame e universo da animação sociocultural. In Trilla, J. (coord.) *Animação sociocultural – teorias, programas e âmbitos.* (p.9-44). Instituto Piaget.
- Viché, M. (2014). *Ciber@nim@ção.* (Ana da Silva Trad.) Mario Viché González (œuvre originale publiée en 2013).
- Vohlgemuth, L., Campos, J., Dias, A. & e Martins, C. (2013). Formation des animateurs socioculturels : discours idéologiques et pratiques. In Richelle, J.L., Rubi, S. & Ziegelmeyer, J.-M. (dir.), *L'Animation socioculturelle professionnelle, quels rapports au politique ?* (p.131-144). Carrières Sociales Éditons.
- Vohlgemuth, L., Dias, A., Martins, C. & Campos, J. (2018). L'éducation artistique et culturelle : quel dialogue entre animation socioculturelle et école ? In Liot, F. et Ruby, S. (Coord.), *Ouvrons l'école. Quand la réforme des rythmes scolaires interroge les territoires et les partenariats* (p.146-162). Bordeaux : Carrières Sociales Éditons.